

## ENCORE LA QUESTION FLAMANDE.

MM. Vanderkindere et Tandel se sont occupés récemment dans cette *Revue* de la question flamande. Quoique leurs conclusions soient différentes, il est un point sur lequel ils se sont trouvés d'accord, c'est pour dépeindre la condition actuelle des populations de la Flandre. Cette condition est triste, en effet. Les Flamands sont administrés, gouvernés, jugés, commandés à l'armée, instruits dans les écoles moyennes et supérieures, représentés au Parlement en une langue complètement différente de la leur, et qu'ils ne comprennent pas. Ils n'ont accès ni aux trésors de la civilisation latine, ni à ceux de la civilisation germanique. La Hollande est pour eux *terra ignota*, car c'est le pays des hérétiques. C'est pour définir les Flamands que l'on a trouvé le mot de « charrues croyant en Dieu. » On ne peut pas dire qu'ils en sont encore au moyen-âge, car ils sont tombés incomparablement plus bas. L'artisan des communes flamandes savait lire alors ; il lisait et avait sa littérature à lui. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, la plupart des villages avaient leurs représentations scéniques. Pour apprécier la situation des habitants de ce beau pays que depuis Guicciardini on a appelé le Jardin de l'Europe, il faut lire l'introduction au *Korte Statistische Beschryving van Belgie* par M. Julius Vuylsteke. Je ne connais rien de plus navrant.

Quelle est la cause de ce mal ? C'est la faute des influences cléricales, dit-on. Certes, ce n'est pas moi qui nierai ce fait évident que le catholicisme a été funeste à tous les pays où il a régné en maître. J'en ai, à diverses reprises, exposé les raisons. Mais, dans les campagnes des Flandres, il faut bien avouer que le curé est le seul représentant du monde moral, et, à ce titre, son influence est naturelle et parfaitement justifiée. Lui seul parle aux paysans, dans leur langue, de vérités morales, de principes généraux, de leurs devoirs, de leur destinée, d'autre chose enfin que de la vie purement matérielle. Le propriétaire, qui se pique de ne point savoir un grossier patois, ne s'en sert que pour annoncer aux serfs qui cul-

tivent sa terre une augmentation de fermage. Ceux-ci ne connaissent le gouvernement que par les contributions et la conscription. En résumé, les Flamands placés au centre de la civilisation, au grand passage des idées, des hommes et du commerce, au point de jonction des peuples les plus éclairés, entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, sont plus isolés et plongés dans des ténèbres plus épaisses que s'ils vivaient au centre de l'Afrique.

M. Vanderkindere semble croire, comme la plupart des partisans de la cause flamande, que les ministres qui se sont succédé au département de l'intérieur sont responsables de cette triste situation. Je ne suis point de cet avis. Plusieurs de ces ministres étaient bien disposés pour la cause flamande, et M. Vandenpeereboom y était certainement tout dévoué. Sous le régime représentatif c'est le pays légal qui fait la loi; or, il ne faut pas se le dissimuler, le pays légal est très-peu enthousiaste du flamand. Vous voulez que dans les établissements d'enseignement moyen les leçons se donnent en flamand; mais les pères de famille, pour qui ces établissements sont créés, ne le désirent point du tout. Vous voulez que dans les tribunaux on plaide et on juge en flamand; mais juges et avocats prétendent se servir du français. La plupart des Flamands des classes dirigeantes sacrifieraient volontiers leur langue maternelle rien que pour avoir un bon accent français. C'est à cet effet qu'on envoie volontiers ses enfants à Paris. Les boutiquiers sont tout fiers quand ils arrivent à parler à peu près intelligiblement le français, et le peuple lui-même s'efforce de « s'élever à la même hauteur. »

Gémissez, indignez-vous, évoquez l'ombre d'Artevelde, voilà le fait; c'est triste sans doute, mais cela est. Cessez donc d'accuser le ministre, la Chambre et les lois. Les ministres peuvent-ils, renouvelant la malheureuse tentative de Guillaume, imposer aux Flamands l'emploi de leur langue quand ils préfèrent se servir du français? En ce point, les flamingants ont des exigences irréalisables et ils se complaisent en des accusations injustes, uniquement parce qu'ils ne veulent pas voir ce qui est.

En d'autres pays, c'est le gouvernement qui veut imposer sa langue à lui aux populations qui veulent conserver la leur. Ici le gouvernement devrait forcer les populations à employer leur propre langue dont elles ne se soucient guère! Dans un pays constitutionnel et libre, ce serait un abus de pouvoir, une mesure tyrannique. C'est aux Flamands eux-mêmes qu'il faut vous en prendre. Faites qu'ils aiment leur langue et qu'ils s'en servent; et alors, soyez sans crainte, le gouvernement s'empressera de faire spontanément tout ce que vous réclamez maintenant en vain.

*L'ambiguë était.*

Et d'abord, à parler sérieusement, y a-t-il une « question flamande? » Jusqu'à présent, je crois que non.

Le mouvement flamand n'est qu'un dilettantisme de lettrés, défendant avec plus de dévouement que de succès une cause très-juste et ne trouvant autour d'eux que peu d'écho et peu d'appui. Il n'y a rien ici de semblable à l'agitation profonde des Tchèques en Bohême, des Magiars en Hongrie, des Slaves en Croatie. Ce n'est pas un mouvement national, parce que le pays légal ne demande qu'à s'assimiler le plus complètement possible la civilisation et la langue françaises. Ceux qui se moquent du mouvement flamand et de l'importance qu'il s'attribue, n'ont pas tort aujourd'hui. Mais l'avenir leur prépare de terribles surprises.

Il faut avoir visité les contrées où ces redoutables questions de race sont en pleine ébullition pour comprendre ce que signifie un mouvement national et ce que contient de difficultés une nationalité qui revendique ses droits, une évolution ethnographique qui s'accomplit. En Belgique, on ne peut s'en faire aucune idée et c'est pourquoi on en rit (1). Mais attendez que la démocratie fasse encore quelques progrès — et catholiques et radicaux y poussent à l'envi, — alors vous verrez se dresser devant vous dans toute sa gravité la question flamande.

C'est le mouvement démocratique qui a donné naissance à la question des nationalités et des langues. Quand les riches et les nobles discutent, administrent et gouvernent, il leur importe assez peu de quelle langue ils se servent. Les Magiars parleront latin, les Tchèques allemand, les Prussiens français avec Frédéric, comme les Russes avec Catherine. Il est même de bon ton de négliger le dialecte national et de parler un idiome étranger. Mais quand le peuple entre en scène, tout change : il tient, lui, à sa langue, par la raison très-simple qu'il n'en connaît pas d'autre. C'est donc en cette langue

(1) Voici un extrait d'une correspondance adressée au *Journal de Liège* qui indique bien la façon dont on apprécie assez généralement la question flamande.

« En somme, la Belgique, qui possède deux langues imparfaites : le wallon, qui est du français primitif, et le flamand, qui est un dialecte hollandais, a adopté comme langue le français. Les deux autres idiomes sont abandonnés, sauf pour quelques productions littéraires comme en ont fait chez vous les Delechef, les Defrechoux, ou, à Tournai, les Leroy et les Delmée. ??!!

» Mais de ces jeux d'esprit à l'adoption définitive d'une langue, il y a loin.

» Et c'est là, remarquez-le bien, ce qui désole les flamingans. Ils ne peuvent se consoler de ne pas avoir une place plus importante au soleil, et se répandent en éloges sur les beautés du flamand.

» Cela me rappelle tout à fait certaine jument dont il est question, je crois, dans l'Arioste.

« Ma jument, dit un personnage, est la plus belle, la plus vigoureuse, la plus noble, la plus rapide qu'on puisse voir. Malheureusement.... elle est morte!! »

F. M. R.

1192

qu'il faut lui parler, le juger, l'administrer et le gouverner. Impossible de se servir d'un dialecte étranger qu'il ne comprend pas. Le réveil du sentiment national le rend d'ailleurs très-ombrageux. Alors, malheur à qui se sert d'une autre langue que la sienne. Il est considéré comme un mauvais patriote, comme un traître, comme un complice de l'étranger.

La question flamande surgira donc le jour où le peuple sera admis dans les comices, et ce jour-là, si l'on n'y met beaucoup de modération d'une part et beaucoup d'habileté de l'autre, notre existence nationale pourra se trouver en péril.]

Le vote, d'après moi, ne doit appartenir qu'à ceux qui sont assez éclairés pour discerner leur véritable intérêt et qui ne sont point tout prêts à obéir à la parole d'un maître. Les réformateurs ardents s'imaginent que le peuple serait avec eux, parce qu'ils ne considèrent que l'artisan des villes ou les ouvriers de la grande industrie. Ils se trompent. De tout temps les classes inférieures ont été hostiles aux idées nouvelles. *Paganus* ne signifie-t-il pas à la fois paysan et partisan des superstitions anciennes? A Naples, les Bourbons ne se sont-ils pas toujours appuyés sur les Lazaroni? En Espagne et en France, la légitimité n'a-t-elle pas été soutenue par les campagnards qui se sont battus avec le plus héroïque acharnement contre l'avènement des idées libérales? Qui a toujours donné une majorité écrasante à Napoléon III, sinon les paysans? Qui a commis les massacres de la Saint-Barthélemy? Qui, au temps de la Ligue, marchait à la voix des moines? S'il est une vérité démontrée par l'expérience c'est que dans un pays peu éclairé le suffrage universel est le plus sûr fondement du despotisme de l'Église ou de l'État.

Si l'on introduit le suffrage universel en Belgique, où la moitié au moins de la population est trop dépendante et trop ignorante pour voter avec discernement, voici manifestement à quelle situation on aboutira. Les évêques règneront définitivement sur le pays, par les mandataires qu'ils feront nommer. Les villes exaspérées passeront du libéralisme conservateur au libéralisme révolutionnaire. On aura alors, comme en France, sous le dernier empire, la compression légale appuyée sur le suffrage des campagnes, et dans les cités, un puissant ferment de révolte minant la constitution politique et l'organisation sociale. Situation désolante, où il n'y a guère à choisir qu'entre le despotisme et l'anarchie, exactement comme en Espagne, au Mexique, au Pérou, partout, enfin, où l'influence romaine a préparé les peuples à la servitude.

Nous n'en sommes pas là, il s'en faut; mais, incontestablement, c'est vers cet avenir que nous marchons. Malgré les résistances des

gens clairvoyants et dévoués à leur pays, nous arriverons, tôt ou tard, au suffrage universel, avant d'avoir l'instruction universelle. Les catholiques le voudront, parce qu'il leur assurera une écrasante majorité. Les radicaux, — j'entends par ce mot les partisans impatientes du progrès — le réclament déjà, parce qu'ils s'imaginent qu'après une période d'écrasement et de luttes, le peuple, enfin réveillé, marchera avec eux.

C'est le suffrage universel qui, s'emparant de la question flamande, fera d'un dilettantisme littéraire un formidable mouvement national, semblable à celui qui menace l'Autriche, en ce moment, d'un démembrement presque inévitable. Lorsque en Flandre il s'agira de parler dans une réunion électorale, ce n'est certes pas du français qu'il faudra se servir pour s'adresser à des électeurs qui n'en comprennent pas un mot. Déjà, aux dernières élections, dans les meetings, à Gand, à Anvers et ailleurs, les candidats se sont exprimés en flamand. Évidemment, dans les conseils communaux, le peuple voudra que ses élus parlent sa langue. Permettra-t-il qu'aux Chambres, ses députés se servent du français? C'est peu probable, parce que les chefs du mouvement n'auront point de peine à persuader au peuple qu'il doit réclamer la parité de droit et d'influence, et l'usage du flamand deviendra un point d'honneur, une obligation absolue. C'est ainsi qu'en Autriche, dans les délégations, les Hongrois se refusent à faire usage de l'allemand, quoiqu'ils connaissent cette langue aussi bien que la leur. On sera donc amené, par la force des choses, à un régime de décentralisation assez semblable à celui qu'a esquissé M. Vanderkindere ou au fédéralisme qui existe en Suisse.

Faudrait-il introduire ce régime dès maintenant, comme le propose M. Vanderkindere? Je réponds : non, sans hésiter, pour deux raisons. Premièrement, parce que ce régime affaiblirait singulièrement notre existence nationale, que la lutte, de plus en plus violente, entre la théocratie et le libéralisme exposera déjà à de graves épreuves. Secondement, parce que les populations en faveur de qui on voudrait introduire le régime fédéral n'en voudraient point.

Quoique je sois convaincu que le régime fédéral est le meilleur de tous et que ce sera celui auquel les peuples d'Europe finiront par aboutir, j'avoue que je ne puis songer à son application en Belgique sans éprouver de vives inquiétudes.

Il est un autre mal auquel une réorganisation politique, quelque radicale qu'elle soit, n'apporterait aucun remède, c'est l'isolement intellectuel des Flamands. Pour y mettre un terme, M. Vanderkindere voudrait que peu à peu, par l'intervention de l'école, l'usage

de l'allemand remplaçât celui du flamand. Il en a été ainsi dans les provinces septentrionales de l'Allemagne, où le haut allemand s'est implanté comme langue officielle à côté du dialecte populaire assez semblable au flamand de nos côtes. Comme le rappelle M. Vanderkindere, l'idée qu'il préconise a été émise, il y a plus de dix ans déjà, par M. Vermeire.

Rendant compte, à cette époque, de la brochure de M. Vermeire, j'approuvai l'idée, mais je la considérai comme irréalisable. Je l'approuve encore, parce que je crois qu'il vaudrait mieux, pour les Hollandais et les Flamands parler l'allemand que le néerlandais. Ce n'est pas que je considère la langue de Goethe et de Schiller comme supérieure à celle de Cats, de Hoofd et de Van Maerlant; au contraire, il me semble que le néerlandais, tout aussi riche que l'allemand, est plus précis, plus énergique, plus simple, et qu'il a quelque chose de la mâle concision du pur anglo-saxon. Mais je pense que, de notre temps, l'activité littéraire, le mouvement intellectuel est tout autrement puissant dans un grand centre, comme la France ou l'Allemagne, que dans un petit pays comme la Néerlande, qui échappe difficilement à une certaine stagnation des idées. Certainement, l'auteur qui écrit en allemand, en anglais, en français, sera plus lu et exercera une influence plus grande, plus utile que celui qui écrit en hollandais ou en danois. Celui qui ne connaîtrait que le néerlandais serait exclu, pour une grande part, du mouvement intellectuel contemporain. Si l'on pouvait instantanément franciser ou germaniser *complètement* nos populations flamandes, je crois qu'elles n'auraient qu'à y gagner; mais cela n'est évidemment pas possible pour le français, et pour l'allemand la difficulté serait à peine moins grande.

Rien n'est plus funeste à l'originalité, à la vigueur intellectuelle que l'état d'une population à moitié dénationalisée. Nous, Flamands, qui écrivons en français, nous ne possédons l'usage facile, complet, d'aucune langue. Notre vocabulaire est restreint. Ce génie natif, intime, qui jaillit en traits de feu des lèvres du gamin de Paris et des femmes de la Halle, cette forte saveur du langage populaire que Malherbe s'efforçait de saisir dans la bouche des maraîchères, nous échappe absolument. On parle mal autour de nous et nous écrivons comme on parle. La lecture la plus attentive des bons auteurs peut tout au plus nous préserver des plus grosses incorrections; mais la fontaine vive des expressions originales, comment y puiser? Notre cerveau est imprégné des vagues images, des traditions, des locutions, des formes grammaticales, en un mot, du « verbe » germanique, que la nourrice flamande y a implanté, et, malgré

tout, cela revient et se mêle au français dont seul peut-être nous nous servons, comme les lignes d'un palimpseste effacé qu'on entrevoit confusément sous l'écriture nouvelle, qui est seule lisible. Même pour ceux d'entre nous qui ont été élevés en France, le français reste toujours une langue étrangère. Aussi, nos critiques belges sont-ils toujours occupés à signaler nos fautes, ordinairement en un style qui n'en est guère plus exempt, de manière que cela ressemble beaucoup à un combat de borgnes, de boiteux et de manchots.

Tout ceci, il est vrai, ne constitue qu'une infirmité littéraire. Mais le mal social qui est grave, c'est l'abîme ouvert entre les classes supérieures plus ou moins complètement dénationalisées et les classes inférieures qui ne connaissent que le flamand (1). Il en résulte une situation semblable, non en droit, mais en fait, à celle d'un peuple conquis par une race étrangère, — à celle des Saxons après l'invasion des Normands, par exemple. Sans attacher aucune importance à la supériorité de telle ou telle race ou de tel ou tel idiôme, il est incontestable que c'est un très-grand malheur pour une population de ne pouvoir se développer en sa propre langue.

Y a-t-il au moins quelque chance de *franciser* complètement les Flamands? Aucune, d'après moi. Il est un coin de la Flandre qui est soumis depuis deux siècles à la France, et malgré l'action énergique d'une administration omnipotente, le flamand s'y est conservé tout autant que dans les Flandres belges. En Angleterre, la cour, les tribunaux, le Parlement, la noblesse, ont parlé français jusqu'au temps de Froissart. Mais dès que les communes et la bourgeoisie saxonne ont reconquis leur influence politique, la langue nationale a remplacé le français. Il en sera exactement de même chez nous.

Je sais qu'il est de petits peuples qui disparaissent avec leur langue, leurs coutumes, leurs traditions. Récemment, M. Élisée Reclus nous parlait des Basques, sous ce titre mélancolique : « Un peuple qui s'en va. » Le celte n'est plus guère parlé en Irlande. Le gallois n'est conservé dans le pays de Galles que comme une curiosité. On nous a dépeint le Highlander d'Écosse quittant sa montagne, au son attristé de la cornemuse, pour ne plus revenir. Mais les six millions d'hommes parlant le néerlandais, avec leur histoire, leur littérature, leurs espérances et leurs visées, forment un groupe compact qui offre une tout autre force de résistance.

(1) D'après la dernière statistique officielle (1867) plus de la moitié de notre population, 2,406,491 habitants, ne parlent uniquement que le flamand.

Il est vrai qu'ils pourraient passer à l'allemand sans traverser cette délétère, cette mortelle épreuve de la *dénationalisation* ; car du flamand à l'allemand il n'y a pas loin, et la transition peut s'opérer sans changer de milieu ethnographique et comme au sein même du germanisme. Mais spontanément les Hollandais, pas plus que les Flamands, ne le feront. Un journal de Gand, très-bien rédigé, le *Volksbelang*, en a dit les motifs, au point de vue flamingant.

En fait, jamais un peuple n'abandonne sa langue sans y être amené par la conquête des idées ou par la conquête politique. Or, actuellement, rien ne peut pousser les Flamands à adopter l'allemand, sauf la perspective de l'avantage qu'il y aurait pour eux à puiser directement aux sources de la culture germanique, ce qui ne touchera que quelques utopistes.

Mais l'Allemagne ne s'étendra-t-elle pas un jour jusqu'aux bouches du Rhin et de la Meuse ? La Pan-Germanie n'embrassera-t-elle pas plus tard toutes les tribus que dépeignait Tacite, y compris les Bataves, les Cauques et les Ménépiens ? Les Flamands pourront-ils échapper toujours au tourbillon sans cesse agrandi du maelstrom teutonique, et alors n'adopteront-ils pas la langue de la Confédération ? Ce sont là des éventualités lointaines dont on voudrait détourner les yeux, mais qu'il importe néanmoins de signaler comme un des dangers de l'avenir.

Couper la Belgique en deux, pour compléter les deux grandes agglomérations ethnographiques de nos voisins, serait, à mon sens, un retour vers la barbarie.

En parlant des rivalités de race en Autriche, j'avais cru pouvoir citer la Belgique comme un pays qui était parvenu à ce degré de civilisation où ce péril n'était plus à craindre. A mesure, disais-je, que la culture d'un peuple s'élève, l'identité d'idiome et de sang exerce sur lui moins d'empire, et les sympathies morales en exercent davantage. Au-dessus des nationalités ethnographiques, il y a les nationalités politiques, *electives*, ayant leurs racines dans l'amour de la liberté, dans le culte d'un passé glorieux, dans l'accord des intérêts, dans la similitude des mœurs, des idées, de tout ce qui constitue la vie intellectuelle. La Suisse avec ses Allemands, ses Italiens et ses Romans, la Belgique avec ses Flamands et ses Wallons en offrent de frappants exemples. Les nationalités *electives* sont plus dignes de respect, car elles reposent sur l'esprit ; les autres n'ont pour fondement que les affinités de sang et d'origine. Interrogez-vous : avec qui aimeriez-vous mieux vous associer ? Avec des gens grossiers, mais de même race que vous, ou avec des hommes partageant vos goûts, vos habitudes, vos convictions, mais



d'une autre race? Avec ceux-ci sans doute. Les peuples éclairés ne concluront pas autrement (1).

J'espère encore fermement que jamais on ne démembraera notre belle patrie au nom du principe des nationalités. Mais aujourd'hui on ne peut plus se dissimuler que c'est un des dangers possibles que nous prépare l'avenir. Il faut donc en tenir compte dans nos paroles, dans nos actes, dans nos lois, dans toutes nos spéculations.

Confiants dans la doctrine du progrès, nous sommes tout disposés à croire que ce qui doit arriver est bien, et que ce qui est bien doit se réaliser. Sans doute, tout événement a sa raison d'être, et tout ce qui arrive est le résultat d'une force physique ou morale. Mais Caton nous a appris que la juste cause ne triomphe pas toujours, et dans les limites où s'étend notre vue bornée, la marche de l'histoire est loin d'être réglée constamment par ce que nous considérons comme la justice et le droit.

En résumé, il est certain que les Flamands n'adopteront pas volontairement l'allemand. Il est certain aussi que l'emploi du flamand s'imposera à mesure qu'on étendra le droit de suffrage. La réforme pour les élections communales proposée par le ministère actuel aura déjà cet effet. Enfin, la question flamande deviendra un jour un mouvement vraiment national qui mettra en cause, non pas notre unité nationale, je l'espère, mais notre organisation unitaire et centralisée actuelle. Ajoutons que c'est encore une arme puissante dont les catholiques sauront se servir bien plus efficacement que les libéraux.

Ce qu'il faut faire, en tout cas, c'est ne point opposer d'irritants obstacles à une évolution inévitable; c'est favoriser par tous les moyens la diffusion de l'instruction parmi les populations flamandes; c'est fortifier dans l'enseignement moyen l'étude des langues germaniques, que dans les Flandres on devrait enseigner au moyen du flamand.

Que les amis de la cause flamande cessent enfin leurs stériles récriminations contre les pouvoirs publics. L'Etat ne peut rien pour eux. Ils ont, d'ailleurs, un allié plus puissant que l'Etat : le mouvement démocratique, qui transforme tout : mœurs, lois, institutions. Pour le bien ou pour le mal, l'avenir est à eux. Puisse, du moins, cet avenir ne pas amener l'asservissement de notre pays à l'Église, ayant pour arme le suffrage universel et la langue flamande. Je n'oserais dire que je suis complètement rassuré à cet égard.

ÉMILE DE LAVELEYE.

(1) *La Prusse et l'Autriche depuis Sadowa*, T. II, p. 89.